

**Assemblée générale**

Soixante-dixième session

Documents officiels

Distr. générale  
11 janvier 2016  
Français  
Original : anglais

---

**Troisième Commission****Compte rendu analytique de la 40<sup>e</sup> séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 3 novembre 2015, à 15 heures

*Président :* M. Hilale. . . . . (Maroc)  
*Puis :* M<sup>me</sup> Kupradze (Vice-Présidente) . . . . . (Géorgie)

**Sommaire**

Intervention du Président de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale

Point 65 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents ([srcorrections@un.org](mailto:srcorrections@un.org)) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

15-19180X (F)



Merci de recycler



*La séance est ouverte à 15 heures.*

**Intervention du Président de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale**

1. **M. Lykketoft** (Danemark), Président de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale, dit que c'est en insistant sur la dignité et la valeur de chaque être humain et en défendant des droits aussi universels, indivisibles et interdépendants que le droit d'exprimer une opinion contraire ou une critique, le droit de réunion pacifique, le droit au développement, à l'éducation, à l'alimentation et aux soins de santé, le droit à un procès équitable – l'état de droit devant être respecté en toute impartialité – ou encore le droit d'être à l'abri de la torture et des mauvais traitements, que les États Membres prospéreront. Ils doivent donc faire preuve d'un regain de détermination à promouvoir tous les droits de l'homme, sans discrimination et en se fondant sur les trois grands pôles de l'action menée par l'Organisation des Nations Unies – ce qui ressort clairement du rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/70/12). Nous connaissons aujourd'hui la crise des réfugiés la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale, puisque plus de 60 millions d'individus, pour la moitié des enfants, ont été contraints de quitter leur foyer, chassés par les conflits et la violence. Aucun pays ne peut faire face seul à cette crise, aussi la solidarité internationale est-elle plus nécessaire que jamais.

2. Ce mois-ci, M. Lykketoft a convoqué une séance plénière officielle durant laquelle sera examiné le point 130 de l'ordre du jour, intitulé « Sensibilisation de l'opinion mondiale au drame des migrants en situation irrégulière, en particulier les demandeurs d'asile syriens, dans le bassin méditerranéen ». Deux jours plus tôt, une séance informelle de l'Assemblée aura été consacrée aux problèmes rencontrés dans la Méditerranée, aux crises humanitaires qui frappent l'Afrique et le Yémen, ainsi qu'à d'autres situations de crise. Les séances en question seront une occasion privilégiée de réfléchir à la réponse collective qu'il convient d'apporter à la crise actuelle, de portée mondiale, et d'aller de l'avant sur la voie de l'adoption d'une approche globale de l'action humanitaire. Tous les pays doivent s'acquitter de leurs obligations au titre du droit international des réfugiés et il leur faut trouver des solutions politiques aux conflits et à la violence qui sont à l'origine de cette crise.

3. La prospérité, associée à un développement inclusif et durable, est une condition essentielle du règlement des crises. Le Programme 2030 servira de catalyseur en ce qu'il poussera les gouvernements à s'acquitter de leurs obligations en matière de droits de l'homme. Sa mise en œuvre exigera non seulement que ces droits soient respectés, mais aussi que les éléments fondamentaux de la bonne gouvernance soient mis en place. L'Assemblée générale et ses Deuxième et Troisième Commissions, en particulier, doivent s'adapter à ce nouveau programme d'action et à ses processus de suivi. Une réflexion doit s'engager sur la manière dont l'ONU peut tirer profit de l'approche multipartite mise à profit dans le cadre des négociations qui ont conduit à la formulation des objectifs de développement durable. Pour que des avancées soient rapidement enregistrées dans la mise en œuvre du Programme 2030, un débat thématique de haut niveau aura lieu en juillet 2016, axé sur le rôle de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne l'état de droit, la gouvernance, l'égalité des sexes et l'édification d'institutions. Une attention particulière sera accordée aux besoins des millions d'hommes, de femmes et d'enfants touchés par les conflits et les catastrophes.

**Point 65 de l'ordre du jour : Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés et questions humanitaires (A/69/12/Add.1, A/70/12 et A/70/337)**

4. **M. Guterres** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) fait observer que, pour la première fois depuis de nombreuses années, la protection des réfugiés bénéficie de l'attention de la communauté internationale et est au cœur des débats menés dans le cadre des instances compétentes. Les centaines de milliers d'arrivées comptabilisées en Europe ces derniers mois y ont contribué, mais le problème est en vérité de portée mondiale. Face aux guerres et aux persécutions dont elles étaient victimes, plus de 60 millions de personnes dans le monde n'ont eu d'autre choix que de fuir. Ces cinq dernières années, 15 conflits ont été déclenchés ou ravivés et, chaque jour en 2014, 42 500 individus ont été chassés de chez eux – soit près de quatre fois plus qu'en 2010 (11 000 par jour). Les besoins humanitaires qui en résultent, toujours plus substantiels, vont bien au-delà des capacités disponibles à l'échelle mondiale pour y répondre. La communauté humanitaire multilatérale

internationale, constituée des organismes des Nations Unies, du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et d'organisations non gouvernementales, n'est plus en mesure d'assurer aux réfugiés une protection de base ni l'aide nécessaire à la survie, dont ils ont besoin et auxquelles ils ont droit.

5. Les crises d'une gravité exceptionnelle que connaissent la République arabe syrienne et l'Iraq ont eu pour effet de déraciner plus de 15 millions de personnes. En 2015, quelque 2 millions d'individus ont été déplacés en conséquence du conflit au Yémen. En Libye, les déplacés sont au nombre de 300 000. C'est en République islamique d'Iran et en République islamique du Pakistan que les réfugiés sont les plus nombreux (2,5 millions de réfugiés afghans enregistrés) et sont présents depuis le plus grand nombre d'années. Certes, en 2015, les Afghans ont été plus nombreux que l'an passé à décider de regagner leur pays, mais les difficultés liées à une réintégration durable subsistent.

6. En Afrique, la poursuite des violences au Soudan du Sud a chassé de chez eux 1,6 million d'individus, venus s'ajouter aux 760 000 réfugiés originaires de pays voisins. En République centrafricaine, 415 000 réfugiés ont été déracinés et 470 000 nationaux ont trouvé refuge dans d'autres pays. Récemment, la situation sur place s'est encore détériorée. Les violences qui font rage dans le nord-est du Nigéria ont contraint plus de 2,5 millions d'individus à quitter leur foyer; plus de 200 000 Burundais ont cherché refuge dans les pays voisins depuis le début de la crise, en avril. Près d'un million de Somaliens vivent dans des pays voisins, où ils ont obtenu le statut de réfugié, principalement à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et au Yémen, ce qui a des conséquences économiques, sociales et environnementales importantes. La crise en cours pose également des problèmes de sécurité dans de nombreuses parties de la Somalie.

7. On n'a enregistré que peu d'améliorations dans la situation en Ukraine, qui s'est soldée par le déplacement d'au moins 2,6 millions de personnes à l'intérieur du pays ou à l'étranger. Depuis 2014, 94 000 personnes ont traversé le golfe du Bengale et la mer d'Andaman en quête de protection et d'une vie plus digne. Et ce sont des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux enfants, qui continuent de fuir les violences et sévices horribles qui sont infligés par les bandes organisées en Amérique centrale.

8. La mondialisation est asymétrique. L'argent circule librement et les échanges internationaux se développent. Mais les populations se heurtent toujours à des obstacles considérables pour se déplacer librement. C'est l'une des principales sources d'inégalité dans le monde d'aujourd'hui. Paradoxalement, les mouvements des êtres humains sont strictement encadrés mais les conflits et la violence contraignent de plus en plus d'individus à fuir leur pays de résidence. En conséquence, des centaines de milliers de personnes n'ont d'autre option que de placer leur vie entre les mains de passeurs sans scrupule. Des bandes organisées criminelles engrangent des milliards en exploitant la situation des plus désespérés, au mépris total de la vie et de la dignité humaines.

9. Depuis janvier, 750 000 personnes ont accosté sur les rivages européens – et plus de 3 400 autres se sont noyées, nombre qui augmente rapidement à mesure que les conditions météorologiques empirent. Un appui européen plus substantiel est requis d'urgence, qui rende possible des opérations de recherche et de sauvetage efficaces. La semaine passée, on a enregistré 13 naufrages au large des côtes de la Grèce, qui se sont soldés par la mort ou la disparition de plus de 150 personnes, dont plusieurs dizaines d'enfants.

10. Sur les seules îles grecques, on dénombre entre 6 000 et 8 000 arrivées par jour. L'Union européenne a les moyens de gérer la crise mais, pour ce faire, il est essentiel qu'elle puisse compter sur une approche régionale unifiée, qui prenne en compte tous les aspects du problème. La décision prise de reloger 160 000 demandeurs d'asile au sein de l'Union européenne est un pas dans la bonne direction, mais sa mise en œuvre est jusqu'à présent trop lente. Il faut établir des procédures et des dispositifs d'accueil adéquats près des points d'entrée afin de venir en aide à des dizaines de milliers d'individus, de les enregistrer et de procéder à des contrôles. Il est nécessaire que soient rapidement suivies d'effet les décisions adoptées lors de la récente réunion de dirigeants consacrée à l'itinéraire des Balkans occidentaux, afin que puisse s'améliorer la situation sur les plages et aux frontières de l'Europe, actuellement intenable.

11. On assiste aujourd'hui à une crise des migrants et des réfugiés. La dignité humaine et les droits de l'homme de ceux qui arrivent en Europe doivent être respectés. Le droit international fait obligation aux

États d'accorder leur protection aux réfugiés qui fuient les conflits et les persécutions. Les arrivées constatées en Italie résultent de diverses situations, notamment les conflits africains, le chaos qui règne en Libye et le déséquilibre entre l'Afrique et l'Europe sur les plans économique et démographique.

12. Le Sommet sur les migrations qui se tiendra à La Valette (Malte) plus tard dans le mois sera l'occasion d'élaborer un nouveau pacte reposant sur des politiques communes de coopération en matière de développement, qui prennent davantage en compte la mobilité humaine. Ainsi, l'Europe et l'Afrique doivent se doter d'une stratégie commune qui permette aux populations d'envisager un avenir dans leur propre pays. Certains projets contribuent malencontreusement à déraciner des groupes de population. Les migrations doivent être une option, mais pas une nécessité; l'expression d'un espoir, et non celle du désespoir.

13. La plupart des réfugiés qui arrivent dans l'est de la Méditerranée sont originaires de République arabe syrienne, d'Iraq et d'Afghanistan et, le plus souvent, ils ont besoin d'une protection internationale. Les réfugiés syriens constituent la majeure partie de l'impressionnant pic d'arrivées enregistré en 2015 en Europe. Cette poussée spectaculaire a été provoquée par trois facteurs : en premier lieu, nombre d'individus avaient perdu tout espoir qu'un règlement politique mette fin à la guerre; en deuxième lieu, après plusieurs années passées en exil, la plupart des réfugiés syriens dans les pays voisins étaient venus à bout de leurs économies et leurs conditions de vie se détérioraient régulièrement – au Liban, 7 réfugiés sur 10 vivent dans l'extrême pauvreté, et en Jordanie, la proportion de réfugiés qui vit au-dessous du seuil de pauvreté dans les zones urbaines s'élève à 86 %; où que ce soit dans la région, les réfugiés ne parviennent pas à travailler légalement et plus de la moitié des enfants réfugiés ne reçoivent aucune éducation; en troisième lieu, l'aide humanitaire pâtit d'une pénurie de ressources financières – c'est ce dernier facteur qui a déclenché les récentes vagues d'arrivées. Depuis des mois, le Haut-Commissariat pour les réfugiés lutte pour continuer d'apporter un soutien – sous forme d'espèces ou d'hébergement – à des familles extrêmement vulnérables dont le nombre ne cesse d'augmenter, d'autant plus que l'hiver approche. Plus tôt dans l'année, le Programme alimentaire mondial a lui-même été contraint de réduire son aide de 30 %, ce qui a donné à de nombreux réfugiés le sentiment que la

communauté internationale commençait à les abandonner.

14. Certes, ces dernières semaines, plusieurs nouvelles annonces d'aide financière aux réfugiés présents dans les pays voisins ont été faites : il s'agit là d'une avancée importante, qui permettra de renforcer l'aide humanitaire dispensée durant l'hiver et pendant les premiers mois de 2016, mais ces fonds supplémentaires ne régleront pas le problème plus vaste auquel se heurtent les organisations d'aide aux réfugiés. Il est impératif de commencer par examiner – sans délai – de quelle manière les interventions humanitaires sont financées. Il est clair que les ressources allouées à la seule aide humanitaire sont très nettement insuffisantes pour répondre à l'accroissement considérable des besoins. Il est également essentiel d'apporter un appui aux pays d'accueil, or la communauté internationale n'a pas suffisamment répondu présente à ce titre.

15. Au cours de l'année écoulée, le Haut-Commissariat a dû se concentrer en priorité sur les interventions humanitaires, ce qui a eu pour effet de mettre à rude épreuve les moyens et les ressources de l'organisation. Il a renforcé ses capacités institutionnelles d'intervention d'urgence en remodelant sa structure et en adoptant un nouveau cadre politique qui clarifie les responsabilités, la hiérarchie interne et les arrangements en matière de coordination. En 2014 et 2015, il a mis en place 650 missions au titre de l'aide d'urgence et il a appuyé des opérations du même type grâce à son réseau constitué de sept entrepôts centraux situés dans différents pays du monde.

16. Il a aidé les États à élaborer des systèmes nationaux de gestion du droit de l'asile et à progresser sur la voie de l'adoption d'une stratégie mondiale axée sur les solutions de substitution à la détention, lancée en 2014. La protection de l'enfant demeure un domaine prioritaire, compte tenu de l'augmentation des demandes d'asile émanant d'enfants non accompagnés. Au total, ce sont 260 000 enfants de plus qui ont pu être scolarisés, et les réfugiés sont désormais mieux intégrés dans plusieurs systèmes éducatifs nationaux. Le HCR a également renforcé ses moyens en matière de prévention de la violence sexuelle et sexiste et de lutte contre ce phénomène lorsque surviennent de nouvelles situations d'urgence.

17. Une campagne visant à mettre fin à l'apatridie d'ici à 2024 a été lancée il y a exactement un an. Depuis 2011, on a enregistré près de 50 adhésions à la Convention relative au statut des apatrides (1954) et à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie (1961), et plusieurs États ont progressé sur la voie de la mise en place de procédures de détermination de l'apatridie ou de l'introduction du principe d'égalité des sexes dans les lois sur la nationalité. Il a été possible de confirmer la nationalité de plusieurs milliers de personnes en Côte d'Ivoire, en République kirghize, en Malaisie, en Fédération de Russie et en Thaïlande. L'apatridie demeurera une question prioritaire dans les années à venir.

18. En outre, les approches traditionnelles de l'aide humanitaire cèdent de plus en plus souvent la place à des stratégies qui s'écartent du modèle axé sur les soins et l'entretien, en faveur, chaque fois que c'est possible, au profit de l'autosuffisance et d'une recherche de moyens de subsistance qui soit à la fois plus professionnelle, plus systématique et fasse jouer les lois du marché. Il existe des outils qui permettent d'évaluer le bien-fondé de solutions de substitution à l'établissement de camps, et certains États font désormais bénéficier les réfugiés des services publics nationaux. Les interventions en espèces qui remplacent ou viennent compléter l'aide en nature connaissent elles aussi un essor rapide.

19. Toutefois, l'ensemble de ces mesures sont compromises par un déficit de financement colossal. Inévitablement, l'explosion des besoins humanitaires fait que, malgré le soutien très généreux de la communauté des donateurs, le fossé entre ces besoins et les ressources disponibles ne cesse de se creuser. À ce jour, les 34 appels lancés par les Nations Unies aux fins de l'octroi d'une aide humanitaire à 82 millions d'individus dans le monde n'ont permis de recueillir que 46 % du montant visé. Le HCR s'attend à ne recevoir que moins de la moitié des ressources financières dont il a besoin au titre de l'année en cours. Il a évité de réduire de façon significative le soutien direct apporté aux familles de réfugiés, mais au détriment de ses autres activités.

20. Un problème encore plus pressant n'est autre que le déficit de 205 millions de dollars enregistré en Afrique par rapport au montant des dépenses déjà autorisées, notamment pour l'établissement de 14 nouveaux camps et l'extension de 7 autres. Les

ressources non réservées ne suffiront pas à combler ce déficit.

21. Les coupes budgétaires du Programme alimentaire mondial ont entraîné une réduction de 34 % du volume des rations fournies à plusieurs millions de réfugiés et à d'autres individus qui dépendent presque entièrement de l'aide alimentaire. Même si l'on tient compte des annonces de contribution récentes, il reste un énorme déficit à combler.

22. En 2014, un montant record de 3,3 milliards de dollars a été reçu de la part des donateurs par le Haut-Commissariat. Toutefois, il est évident que les budgets humanitaires ne suffisent pas à couvrir ce qui ne serait-ce que les besoins minimaux et que les conséquences de cette situation deviennent visibles. Pour répondre de façon plus efficace aux crises humanitaires, un élément clé est l'établissement de liens beaucoup plus étroits entre les interventions humanitaires et celles qui concernent le développement, qui aillent au-delà du concept traditionnel de la « soudure ». Les acteurs du développement, appuyés par les budgets consacrés à cet objectif, doivent œuvrer aux côtés des humanitaires dès le début d'une crise pour empêcher le déclenchement d'autres conflits, apporter un soutien aux communautés d'accueil et ouvrir la voie à des solutions durables. Les crises humanitaires à grande échelle peuvent engendrer des problèmes structurels considérables pour les pays hôtes et menacent parfois de réduire à néant les progrès réalisés pendant plusieurs années sur le plan du développement. Il faut donc accorder une plus grande flexibilité aux acteurs du développement et les doter d'outils plus performants afin qu'ils soient en mesure d'intervenir de façon précoce et rapide pour prévenir une nouvelle spirale de fragilité et d'instabilité, et rendre possibles la stabilisation et la constitution de capacités de résistance. Pour y parvenir, un examen en profondeur des stratégies et politiques actuellement menées dans le domaine de la coopération au développement bilatérale et multilatérale est nécessaire.

23. Les pays qui accueillent un grand nombre de réfugiés – et qui sont donc producteurs d'un bien public de portée mondiale – méritent une attention particulière. Nombre de ces États sont des piliers cruciaux de la paix et de la stabilité dans leur région, car ils assurent en première ligne la défense de la sécurité collective lorsque des conflits et le terrorisme menacent de se propager au-delà des frontières d'un



pays donné. Toutefois, bien que leur rôle soit primordial, un nombre important de ces États figurent dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, qui sont oubliés, voire exclus, des mécanismes de coopération bilatéraux et multilatéraux en matière de développement. Tous les partenaires compétents doivent prendre part aux activités du Groupe des Sept, du Groupe des Vingt et des conseils d'administration des institutions financières internationales, afin de favoriser l'adoption des changements politiques nécessaires pour qu'il soit possible d'apporter un meilleur appui aux États d'accueil.

24. Le HCR s'emploie à renforcer son partenariat avec des acteurs du développement tels que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Centre du commerce international, afin de multiplier les possibilités offertes aux réfugiés de participer à la vie économique. La coopération avec la Banque mondiale a permis la réalisation d'études sur les déplacements forcés au plan régional ainsi qu'un appui à des programmes techniques en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda, et elle a également contribué à l'octroi de prêts d'un montant substantiel à des conditions avantageuses aux gouvernements de la République démocratique du Congo et de la Zambie, afin qu'ils puissent prêter assistance aux personnes déplacées ou permettre la réintégration d'anciens réfugiés.

25. Pour l'immense majorité des réfugiés, le fait de parvenir à des solutions durables et de reconstruire leur vie demeure un rêve lointain. En 2014, seuls 126 000 d'entre eux ont été en mesure de regagner leur pays, le nombre le plus faible enregistré en plus de trois décennies. Bien que plus de 100 000 réfugiés aient été réinstallés en 2014, cette proportion ne constitue que 15 % des besoins de réinstallation comptabilisés à l'échelle mondiale cette année-là. Le nombre de réfugiés auxquels des possibilités de s'intégrer localement sont offertes est encore inférieur.

26. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés se concentre donc sur de nouvelles approches, en mettant l'accent sur les stratégies qui font appel à des solutions globales et en œuvrant avec ses partenaires et les gouvernements au renforcement de la capacité de résistance et d'autosuffisance des réfugiés à court terme, ainsi qu'à l'élaboration de solutions pour l'avenir.

27. Toutefois, il faut commencer par comprendre les causes profondes des déplacements et y remédier. Cette question sera au cœur du dialogue du Haut-Commissaire sur les défis en matière de protection sur le thème « les lacunes de protection et les réponses apportées », qui se tiendra en décembre. Y seront examinés les multiples facteurs conduisant aux déplacements, notamment le conflit pour l'accès aux ressources, la mauvaise gouvernance, les violations des droits de l'homme ou la répartition inégale des avantages tirés du développement. De toute évidence, les conflits armés sont les principales causes des déplacements de populations. On n'enregistrera d'améliorations réelles que lorsque ceux qui financent, arment et appuient les parties aux conflits en cours seront en mesure de surmonter leurs différends pour mettre fin au bain de sang.

28. De plus en plus souvent, des groupes de population sont contraints de se déplacer en raison de l'interaction entre les effets de la croissance de la population, de l'insécurité alimentaire et énergétique et de la pénurie d'eau. Les changements climatiques accélèrent visiblement ces diverses tendances. Un accord effectif et universel sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre doit donc être obtenu. Les États doivent également tenir compte de l'accélération des migrations et des déplacements liés aux changements climatiques et prendre des mesures déterminées pour réinstaller les populations exposées aux risques y associés.

29. L'initiative Nansen, première du genre, est un processus consultatif mené par des États – avec à leur tête la Norvège et la Suisse – qui a récemment conduit à l'adoption d'un programme d'action pour répondre aux besoins des personnes déplacées au-delà des frontières de leur propre pays par les effets des changements climatiques, aucune disposition n'étant prévue dans les instruments normatifs internationaux existants pour faire face à cette situation. Les États devraient apporter leur plein appui à la mise en œuvre de ce programme d'action. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés est prêt à y contribuer.

30. Le Sommet mondial sur l'action humanitaire de 2016 sera l'occasion de faire en sorte que le système humanitaire dans son ensemble soit doté des moyens voulus pour répondre à ces divers problèmes, qui vont s'aggravant. Le Haut-Commissariat est résolu à s'engager en faveur du règlement d'un certain nombre d'enjeux critiques qui figurent dans le programme

d'action susmentionné, à commencer par la promotion d'une meilleure mise en jeu des responsabilités vis-à-vis des personnes qui reçoivent une assistance et le besoin pressant de trouver des solutions aux déplacements prolongés. La protection doit être au cœur de l'action humanitaire : elle passe par une participation effective des personnes qui reçoivent une assistance, par l'exploitation de leurs capacités et par l'appui aux communautés dans lesquelles elles vivent.

31. Le Sommet ne devrait pas négliger le lien qui existe entre l'action humanitaire et le développement, ni l'impératif qui consiste à instaurer un système humanitaire plus inclusif qui reflète mieux le caractère universel des valeurs qui guident l'action humanitaire et font qu'il est possible d'unir les moyens de tous les intervenants. Les organisations issues de diverses cultures travaillent parfois parallèlement, sans coordination effective, ce qui aboutit à des lacunes et à des chevauchements d'activités et nuit aux personnes censées être les bénéficiaires de l'assistance dispensée.

32. Le fait d'appliquer une formule passe-partout en s'inspirant de ce qui se pratique dans l'une ou l'autre région du monde ne peut en aucun cas donner naissance à une communauté humanitaire qui soit véritablement universelle. Pour aller au-delà du système multilatéral actuel – à la base une création des pays occidentaux – et forger un partenariat plus universel, il est nécessaire de se concentrer sur le socle commun des valeurs humanitaires fondamentales, ce qui est souvent négligé. Les principales religions et cultures du monde reposent sur les mêmes principes de compassion et d'accueil, sur la volonté d'aider ceux qui sont dans le besoin et d'héberger les étrangers persécutés.

33. Il est possible, à partir de ce socle commun, d'édifier un système qui reconnaisse la diversité des expressions et des points de vue et pratique une ouverture plus grande et une collaboration plus systématique au service de ceux que sert la communauté humanitaire, guidée par les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance.

34. La crise des réfugiés en Europe a mis en relief l'importance cruciale de la préservation des principes fondamentaux de tolérance, de respect de la diversité et de solidarité avec les individus dans le besoin. Ces principes sont les supports les mieux adaptés pour gérer les défis présents et futurs.

35. Toutes les nations et collectivités deviennent multiconfessionnelles, multiethniques et multiculturelles. Il s'agit là d'une évolution inévitable et c'est une bonne chose. L'édification durable de sociétés tolérantes et ouvertes capables de répondre positivement aux peurs et aux anxiétés est un processus lent et délicat qui exige des investissements importants de la part des gouvernements comme de la société civile. Mais la diversité enrichit les individus et ses avantages l'emportent de loin sur le coût de tels investissements.

36. Les actes de bonté de millions d'individus dans des communautés d'accueil partout dans le monde continuent de prouver, jour après jour, que la tolérance et la solidarité sont profondément ancrées dans le cœur des êtres humains. Ces valeurs sont les outils les plus utiles et constituent la meilleure protection possible pour faire face aux défis qu'il nous faudra relever.

37. **M<sup>me</sup> Mansouri** (Algérie) dit que son gouvernement convient, avec le Haut-Commissaire, que faute de règlement politique des conflits, il est aussi urgent qu'impératif d'aider les États d'accueil qui assurent une protection à des millions de réfugiés au nom de la communauté internationale. Depuis 1975, l'Algérie accueille des réfugiés sahraouis et elle a ouvert ses portes à un grand nombre de réfugiés syriens et à d'autres venus de Libye, du Mali, du Niger et d'autres pays d'Afrique subsaharienne. Le Haut-Commissariat devrait mettre davantage l'accent sur les réfugiés de longue date, en allouant les ressources voulues au règlement des situations qui sont à l'origine du problème et en tenant compte des besoins accrus des programmes exécutés dans cette optique, en particulier en Afrique. La délégation algérienne apprécierait d'obtenir des éléments d'information plus précis quant aux mesures que prend le Haut-Commissariat en réponse aux récentes inondations survenues dans les camps de réfugiés sahraouis, et notamment à celles qui sont adoptées conjointement avec d'autres organismes spécialisés dans les interventions d'urgence.

38. **M<sup>me</sup> Stener** (Norvège) dit que les conflits durent de plus en plus longtemps et de nombreux réfugiés doivent passer plusieurs années loin de chez eux. La proportion de rapatriements volontaires est à son plus bas niveau historique et il est difficile de trouver des solutions durables pour les réfugiés. La délégation norvégienne demande au Haut-Commissaire d'exposer plus en détail les diverses manières dont la

communauté internationale pourrait agir, de façon concertée et plus stratégique, pour empêcher les déplacements, y faire face et trouver des solutions aux problèmes qui en découlent. Elle convient que le déplacement forcé n'est pas seulement un enjeu humanitaire. Pour relever le défi, il est essentiel de mettre en œuvre le Programme 2030 dans son intégralité.

39. Les efforts déployés par le Haut-Commissaire pour coopérer étroitement avec des acteurs du développement tels que le Programme des Nations Unies pour le développement et la Banque mondiale sont encourageants et montrent l'exemple. L'éducation en situation d'urgence est une priorité pour la Norvège, qui apprécie l'accent mis sur le rôle de l'éducation dans l'optique de la protection. Elle est également préoccupée par le lourd bilan des noyades en mer, y compris d'enfants. On ne peut que se féliciter que des moyens accrus soient consacrés aux sauvetages en mer. L'oratrice se demande comment il serait possible de répondre aux besoins immédiats en matière de protection des réfugiés qui empruntent les divers itinéraires privilégiés par les migrants.

40. **M. Jabbar** (Iraq) adresse ses remerciements au Haut-Commissaire pour les réfugiés ainsi qu'au Haut-Commissariat pour l'établissement à Bagdad, en septembre dernier, de deux nouveaux camps destinés aux déplacés. En mai 2015, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays s'est rendu en Iraq. Au cours de cette visite, on lui a présenté les principaux problèmes rencontrés par le pays pour faire face à cet enjeu humanitaire de taille, surtout compte tenu de l'incidence de la chute des cours du pétrole sur l'économie nationale, ainsi que des répercussions de la destruction et des pillages perpétrés par l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) dans les régions qui ont été libérées par les forces de sécurité, les populations locales et les groupes tribaux. La peur des atrocités a conduit au déplacement de plus de 3 millions d'individus. En outre, on compte 270 000 réfugiés en Iraq, ce qui est un nombre très élevé, parmi lesquels une proportion importante de femmes, d'enfants, de personnes âgées et de personnes souffrant de maladie ou d'un handicap.

41. Un logement, des installations, d'assainissement, des services éducatifs et d'autres services de base sont nécessaires pour qu'il soit possible de faire face aux besoins de ces populations. En dépit des difficultés

financières et en matière de sécurité que connaît le pays, le Gouvernement a pris des mesures d'urgence et il a été en mesure d'ouvrir les portes du pays aux très nombreux déplacés. Les explosifs, les mines et les engins explosifs improvisés laissés sur place par l'EIIL sont également une source de problèmes. L'organisation terroriste détruit des maisons et des éléments d'infrastructure, comme des ponts, et commet des actes brutaux.

42. La délégation iraquienne aimerait savoir de quelle manière est évaluée la réponse des donateurs qui souhaitent venir en aide aux personnes déplacées en Iraq. En deuxième lieu, dans le cadre des efforts déployés pour lutter contre la violence sexuelle, elle souhaite savoir si le Haut-Commissaire a mis en place des programmes destinés aux femmes déplacées qui ont été victimes de violence sexuelle, dans le but de contribuer à leur réadaptation et à leur réintégration dans la société.

43. **M<sup>me</sup> Mballa Eyenga** (Cameroun) dit que le fardeau de l'accueil pèse lourdement sur les pays à revenu intermédiaire tels que le Cameroun. Une solidarité plus active est nécessaire. Le Haut-Commissaire a formulé une recommandation en faveur d'une tolérance, d'une compréhension, d'une solidarité et d'une acceptation des autres cultures accrues. Il serait utile d'entendre des éléments d'information concrets à l'appui de cette recommandation.

44. **M. Elbahi** (Soudan) dit que les réfugiés présents dans les zones urbaines constituent un problème particulier pour les États d'accueil. Des éléments d'information seraient appréciés quant à la manière dont le Haut-Commissariat prévoit d'apporter un appui aux pays concernés. En octobre 2014, avec le concours du HCR, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et des États d'Afrique de l'Est concernés, le Gouvernement a organisé une conférence régionale sur la traite des êtres humains, dont le pays a été l'hôte. La Déclaration de Khartoum y a été adoptée. La délégation soudanaise aimerait connaître les vues du Haut-Commissaire en ce qui concerne la prestation d'un appui technique aux pays de la région qui sont touchés par ce fléau, dans le but de constituer – ou de développer – leurs capacités d'intervention en la matière.

45. **M<sup>me</sup> Salim** (Libye) dit que la stabilité et la sécurité sont les fondements et les facteurs clés de la protection et de la promotion des droits fondamentaux



de l'individu. La Libye traverse une période très difficile, caractérisée par l'absence de stabilité politique et la détérioration de la situation sur le plan de la sécurité en raison de la prolifération des armes sur son territoire. Cet état de fait a conduit à l'accroissement du nombre des personnes déplacées.

46. S'agissant des migrations illégales et de la vague de migrants en situation irrégulière que connaît la région méditerranéenne depuis quelque temps, les autorités libyennes font tout leur possible pour assurer le respect des droits de ces migrants et lutter contre la traite et le commerce dont ils font l'objet. Elles s'efforcent aussi de protéger les migrants contre les dangers qui les menacent et luttent contre leur exploitation par des bandes criminelles qui pratiquent le trafic et la traite des êtres humains afin d'en tirer un profit financier. Le Gouvernement libyen est d'avis que les migrations illégales ne constituent pas un problème unilatéral ou bilatéral, mais concernent en réalité tous les pays du monde, même s'ils sont touchés à des degrés divers par ce phénomène. La Libye n'est pas un pays d'origine mais plutôt un pays de transit pour les migrants. Les autorités libyennes œuvrent de concert avec l'Union européenne pour faire face aux migrations illégales et sauver la vie de migrants en Méditerranée.

47. **M. Hassani Nejad Pirkouhi** (République islamique d'Iran) dit que toutes les formes de violence à l'égard du personnel humanitaire doivent être condamnées. Les conflits, l'occupation étrangère et le terrorisme contribuent au déplacement d'un nombre considérable d'individus et le rôle du Haut-Commissaire pour les réfugiés revêt une importance croissante. L'absence d'appui de la communauté internationale aux pays d'accueil – principalement des pays en développement et des pays à revenu intermédiaire – est une source de préoccupation. Les taux de réinstallation et de rapatriement demeurent désespérément bas. Compte tenu de la situation actuelle, qui est catastrophique, la communauté internationale doit faire preuve de compassion, ainsi que de détermination, et apporter son soutien aux réfugiés et aux pays qui les accueillent, pour certains d'entre eux depuis plusieurs décennies.

48. **M. Rabi** (Maroc) dit que plus de 100 travailleurs humanitaires ont été tués en 2014. La communauté internationale doit plaider infatigablement pour que les travailleurs humanitaires soient protégés et pour que leur mission soit respectée. La délégation marocaine

est favorable à une coopération accrue entre le HCR et le Bureau des services de contrôle interne, notamment sur la base d'un mémorandum d'accord récemment signé, sur les modifications à apporter aux procédures d'audit interne. Elle se félicite des nouvelles modalités de gestion de ses ressources financières par le HCR et de l'adoption en 2013 du cadre stratégique pour la prévention de la fraude et de la corruption. L'enregistrement des réfugiés est absolument indispensable pour que le Haut-Commissariat puisse s'acquitter de sa mission, qui comporte trois volets : protection internationale, prestation d'une assistance et recherche de solutions durables. Depuis de nombreuses années, le Conseil de sécurité demande que les réfugiés des camps de Tindouf soient enregistrés. La délégation marocaine aimerait obtenir des renseignements actualisés quant à cette activité.

49. **M. Giorgio** (Érythrée) dit que le Haut-Commissariat devrait continuer à travailler en partenariat et en pleine coopération avec les autorités nationales compétentes, et procéder ainsi à des évaluations objectives qui permettent de déterminer quels sont les pays d'origine, de transit et de destination. L'application appropriée de l'approche qui consiste à considérer de prime abord comme des réfugiés les individus ressortissants de certains pays présentent des avantages. Mais il faut prendre garde à ce qu'elle ne devienne pas un facteur d'attraction. Il serait utile d'engager un dialogue avec les représentants des pays d'origine, en particulier, pour évaluer les éléments factuels sur le terrain. Il faut faire preuve de vigilance face au recrutement de demandeurs d'asile par des éléments armés dans les centres de réception ou dans les camps de réfugiés, afin d'assurer la sécurité de ces groupes de population vulnérables.

50. **M<sup>me</sup> Nguele Makoulet** (Congo) fait savoir que l'annonce faite en juin 2015 selon laquelle, en raison de contraintes budgétaires, le bureau extérieur du HCR à Impfondo (Congo) fermerait ses portes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 a suscité de graves préoccupations dans le pays. Cette zone accueille en effet davantage de réfugiés enregistrés que toute autre zone du pays. De plus, la situation en République centrafricaine demeure instable, ce qui perpétue les arrivées en masse de réfugiés. La délégation congolaise reprend donc à son compte l'appel lancé aux donateurs par le Haut-Commissaire et elle espère que les plans susmentionnés seront revus et que le bureau extérieur ne fermera pas ses portes.

51. **M. Canay** (Turquie) annonce que son gouvernement approuve l'évaluation réalisée par le Haut-Commissaire, selon lequel le système d'aide international ne fonctionne pas et n'est pas en mesure de rendre l'espoir aux millions de déplacés. Compte tenu de la nécessité pressante de remédier à la détresse des personnes déplacées sous la contrainte, l'assistance fournie grâce à un renforcement de la coopération doit l'être en fonction de l'évolution des conflits actuels sur le terrain. Le débat se poursuivra au sujet des modalités de la réforme du système d'aide, le Sommet mondial sur l'action humanitaire qui se tiendra à Istanbul en 2016 constituant à cet égard l'étape la plus importante à venir.

52. **M. Guterres** (Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) dit que, les camps de Tindouf ayant été ravagés par des inondations, une aide immédiate a été apportée sur place, sur la base des moyens disponibles, et des réunions de coordination entre les réfugiés, les autorités locales, le Haut-Commissariat et d'autres instances compétentes ont été organisées. Dans les deux prochains jours, 1 500 tentes familiales, 10 000 bâches en plastique, 400 rouleaux de plastique, 10 000 couvertures et 2 000 jerricanes et nécessaire de cuisine y seront acheminés par avion, ainsi que des matériaux de construction pour réparer les bâtiments. D'autres organismes et donateurs sont actuellement mobilisés à l'appui de ces efforts.

53. La protection des enfants, en particulier lorsque leur vie est mise en péril en mer, constitue une priorité pour le Haut-Commissariat. Il faut féliciter la Norvège d'avoir fait de l'éducation un enjeu central du débat international sur la protection des réfugiés. Le Haut-Commissaire a participé au Sommet sur l'éducation tenu à Oslo et apportera son plein appui aux initiatives norvégiennes.

54. Une excellente coopération entre les pays d'origine, de transit et de destination et les organisations internationales actives dans ces pays est nécessaire pour qu'il soit possible de protéger les individus qui empruntent les divers itinéraires migratoires et de leur apporter un appui. Le Haut-Commissariat participe de près au Processus de Khartoum. Toutefois, comme on a pu le constater à propos de la situation dans les Balkans, l'établissement de mécanismes de coopération entre les États impliqués n'est pas toujours aisé. À l'approche de l'hiver, tous les efforts possibles doivent être consentis

pour prêter assistance dans chaque endroit où elle fait défaut.

55. La communauté internationale n'en fait pas encore assez pour lutter contre la traite et le trafic des êtres humains. Nombre d'opérations de ce type sont menées ouvertement. Elles sont annoncées sur Internet, les responsables sont connus de tous et le matériel utilisé est facilement détecté. Il est nécessaire que les pays, les services du renseignement, les services de police et les gardes-côtes coopèrent davantage afin de lutter plus activement et de manière plus efficace contre les réseaux qui pratiquent le trafic des êtres humains. Celui-ci doit être combattu avec la même vigueur que le trafic de stupéfiants. Du fait, peut-être, que les fonctionnaires gouvernementaux ont le sentiment que leurs propres enfants sont plus exposés aux stupéfiants qu'au trafic d'êtres humains, davantage de ressources sont allouées à la lutte contre le trafic de stupéfiants. Toutefois, compte tenu du nombre important d'individus qui périssent en Méditerranée, dans les Caraïbes, en mer d'Andaman et dans le golfe d'Aden, le moment est venu de prendre des mesures énergiques contre le trafic d'êtres humains et de protéger les victimes. Le Haut-Commissariat est prêt à coopérer à de tels efforts.

56. Ces derniers temps, les ressources allouées à l'action humanitaire en Iraq ont été notoirement insuffisantes, peut-être parce que les donateurs s'imaginent que l'Iraq est un pays riche doté d'abondantes réserves pétrolières. Toutefois, compte tenu de la chute des cours du pétrole et du coût élevé des mesures de sécurité, le Gouvernement iraquien éprouve des difficultés à faire face à la situation. On n'a pas assez fait pour la population iraquienne. La crise qui sévit dans le pays est étroitement liée à la crise syrienne et il n'est pas justifié d'établir une distinction entre ces deux crises en établissant des priorités. Un programme est mis en œuvre en Iraq, en coordination avec les autorités, afin de lutter contre la violence sexiste et sexuelle. Toutefois, le problème est d'une telle ampleur que l'action menée par le Haut-Commissariat n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan, compte tenu de ce qu'il serait nécessaire d'entreprendre pour apporter des réponses aux problèmes que pose la violence sexiste dans le cadre d'un conflit aussi complexe.

57. L'absence d'appui de la communauté internationale face à la crise centrafricaine saute aux yeux. Le programme prévoyant d'apporter une aide

aux réfugiés en provenance de République centrafricaine n'est financé qu'à hauteur de 20 %, soit le plus faible pourcentage enregistré par une opération du Haut-Commissariat où que ce soit dans le monde; l'écart entre les dépenses engagées et les besoins se chiffre à 80 millions de dollars. Le Haut-Commissariat réfléchira à ce qu'il peut faire pour ce qui est de la situation à Impfondo, mentionnée par la représentante du Congo. Les organismes de développement et les projets bilatéraux de coopération au développement devraient accorder la priorité aux pays qui protègent les réfugiés et assurent la sécurité collective.

58. Aux stades de la planification et de la mobilisation des ressources, le HCR accorde une importance croissante aux programmes urbains. Ils sont en effet propices à l'intégration des réfugiés dans les économies locales, conformément à la stratégie proposée par le Haut-Commissariat. Les contacts avec les donateurs seront intensifiés afin d'insister auprès d'eux sur la nécessité de mettre en œuvre des programmes destinés aux réfugiés en milieu urbain. Le Haut-Commissaire a évoqué la possibilité d'apporter un appui aux programmes urbains mis en œuvre au Soudan avec un haut responsable du Ministère de l'intérieur de ce pays. Le Haut-Commissaire appuie fermement le Processus de Khartoum-Rome. Outre l'appui technique, la coopération en matière de développement est également requise, afin de permettre aux pays d'origine et de transit de relever les défis considérables auxquels ils font face.

59. Le Haut-Commissaire reprend à son compte les remarques faites par la représentante de la Libye. Les décisions prises récemment par le Gouvernement iranien de fournir des services éducatifs à tous les enfants afghans – qu'ils soient enregistrés en tant que réfugiés ou que leur situation ne soit pas régulière – et de faire bénéficier les réfugiés du système d'assurance maladie nationale sont extrêmement appréciées. Toutefois, les ressources allouées à la protection des réfugiés et la répartition des charges sont bien inférieures aux attentes.

60. Bien que l'enregistrement des réfugiés soit une activité menée traditionnellement par le Haut-Commissariat, il ne peut y être procédé qu'avec le consentement du pays d'accueil, car il s'agit là d'une question touchant la souveraineté nationale.

61. D'ordinaire, dans les situations de conflit ouvert, on part du principe qu'il faut accorder le statut de

réfugié de prime abord; mais dans la plupart des autres situations, on détermine au cas par cas si le statut peut être ou non accordé. Le HCR coopère activement avec les États Membres, pour faire en sorte que ce processus soit aussi objectif que possible. Le recrutement de réfugiés et de demandeurs d'asile est une préoccupation majeure et le HCR fait tout son possible, en coopération avec les autorités nationales, pour que l'asile soit accordé dans un cadre strictement civil et humanitaire et pour éviter à tout prix que les lieux d'hébergement des réfugiés soient ciblés aux fins du recrutement de combattants.

62. À l'heure actuelle, c'est la Turquie qui accueille le plus grand nombre de réfugiés dans le monde et, dans un passé récent, elle a joué un rôle crucial à ce titre, avec de lourdes conséquences pour le budget turc. Déjà, 8 milliards de dollars ont été consacrés – sous forme de coûts directs – à l'aide aux réfugiés syriens. Les conclusions du Sommet mondial sur l'action humanitaire qui doit se tenir à Istanbul en 2016 sont attendues avec beaucoup d'espoir et d'intérêt. La Turquie préside actuellement le Groupe des Vingt, qui fournira des orientations en ce qui concerne les liens entre développement et aide aux réfugiés. Les pays qui se trouvent en première ligne, s'agissant de la protection des réfugiés, doivent être considérés comme prioritaires pour l'action menée en faveur du développement.

63. **M<sup>me</sup> Klein** (Madagascar), prenant la parole au nom de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), dit que la question des réfugiés, des rapatriés et des déplacés constitue un défi considérable et un obstacle majeur au développement et à la lutte menée au plan mondial contre la pauvreté. À la fin de 2014, on comptabilisait près de 60 millions de personnes déplacées sous la contrainte, nombre le plus élevé jamais enregistré. C'est une source de grande préoccupation. L'Afrique subsaharienne accueille 26 % des réfugiés que compte la planète, ainsi que plus de 11 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Dans les pays de la SADC, on compte plus de 130 000 réfugiés, 1 500 personnes de retour dans leur pays et 270 000 demandeurs d'asile originaires de la région ou de l'extérieur.

64. En dépit des efforts qui se poursuivent pour trouver un règlement permanent à ces problèmes grâce à la consolidation de la paix et à d'autres démarches, l'insécurité récurrente, l'instabilité politique et les conflits qui touchent l'Afrique australe, en particulier

en République démocratique du Congo et dans les pays voisins, ont entraîné le déplacement de milliers d'individus. Conscients de la nécessité d'agir de façon encore plus constructive et adaptée afin de s'attaquer aux causes profondes du phénomène, les pays de la SADC rappellent qu'ils sont déterminés à voir pleinement appliqué le mémorandum d'accord de juillet 1996 entre la SADC et le Haut-Commissariat pour les réfugiés en matière de coopération dans le domaine des réfugiés et des mouvements de population forcés.

65. La SADC rappelle son attachement aux principes énoncés dans la Convention relative au statut des réfugiés (1951) et à son Protocole relatif au statut des réfugiés (1967), ainsi que dans la Convention de l'Organisation de l'unité africaine régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, principal instrument régissant la protection des réfugiés en Afrique. La SADC réaffirme en outre les engagements annoncés dans la Déclaration des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe sur la protection des réfugiés en Afrique australe (1998), qui vise à remédier aux causes profondes des mouvements de réfugiés et des déplacements à l'intérieur d'un même pays membre de la SADC et préconise des fondements solides pour les institutions démocratiques et la bonne gouvernance.

66. Le Protocole de la SADC relatif à la facilitation du mouvement des personnes (2005) vise à éliminer les obstacles à la circulation des personnes à l'intérieur des territoires des États parties, rappelant en son article 28 l'engagement pris par les États membres de la SADC de s'acquitter de leurs obligations au titre des accords internationaux auxquels ils sont parties. Le Plan stratégique indicatif pour l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité de la SADC pour la période 2010-2013 aborde la question des réfugiés, ainsi que celle de la réinsertion dans la société, et met l'accent sur la nécessité d'harmoniser les politiques et procédures applicables aux réfugiés, ainsi que les modalités de leur gestion, conformes aux positions et aux pratiques des Nations Unies et de l'Union africaine.

67. Prenant la parole en sa qualité de représentante de son pays, M<sup>me</sup> Klein précise que, si Madagascar n'accueille qu'un très petit nombre de réfugiés, de personnes de retour dans leur pays, de demandeurs d'asile et de personnes déplacées, elle demeure

néanmoins attentive à l'évolution de ce phénomène. Chaque année, l'île est frappée par de fortes précipitations, qui contraignent de nombreuses personnes à se déplacer. Les autorités nationales mobilisent constamment des ressources pour prêter assistance à ceux qui doivent quitter leurs terres et partir de chez eux et elles demeurent vigilantes, assurant un suivi, veillant au développement des capacités de résistance de la population et appliquant des politiques de réduction et de gestion des risques appropriées.

68. *M<sup>me</sup> Kupradze (Géorgie), Vice-Présidente, prend la présidence.*

69. **M. Whiteley** (Observateur de l'Union européenne), prenant également la parole au nom de l'Albanie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Serbie et de la Turquie (pays candidats), de la Bosnie-Herzégovine (pays du Processus de stabilisation et d'association) et de la République de Moldova, dit que, si l'institution de l'asile demeure largement respectée partout dans le monde, c'est grâce à l'engagement personnel du Haut-Commissaire et aux efforts de sensibilisation qu'il déploie. Tout au long de la décennie écoulée, il a également plaidé avec force pour un système humanitaire efficace. En Europe, ce sont plus de 750 000 personnes qui ont demandé l'asile au cours des neuf premiers mois de 2015, tendance qui va se poursuivre.

70. Les conflits dévastateurs qui se déroulent en République arabe syrienne et dans une partie de l'Iraq, la pauvreté et les troubles qui agitent l'Afghanistan, la Corne de l'Afrique et l'Afrique de l'Ouest, ou encore le chaos qui règne en Libye, poussent des populations à prendre en masse le chemin des pays voisins, voire à gagner l'Europe. En 2015, plus d'un million de réfugiés et de migrants sont arrivés en Europe, principalement par les îles grecques et la partie centrale de la Méditerranée. Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 26 octobre 2015, le nombre des arrivées enregistrées dans les îles grecques a été 10 fois supérieur à celui qui l'avait été pendant la même période en 2014. La plupart de ceux qui sont arrivés en Grèce essayaient de gagner d'autres pays européens en empruntant les itinéraires des Balkans occidentaux.

71. L'Union européenne a pris des mesures pour lutter contre la traite des êtres humains et empêcher que les migrants aient recours à des filières

dangereuses pour solliciter une protection. Le renforcement des opérations maritimes conjointes, coordonnées par l'Union européenne en Méditerranée, ont directement contribué au sauvetage en mer de plus de 208 000 personnes.

72. Le nombre des réfugiés qui le sont de longue date augmente, la durée moyenne de la période passée en exil s'établissant actuellement, selon les estimations, à près de 20 ans. À l'échelle mondiale, seuls quelque 125 000 réfugiés ont pu regagner leur pays d'origine, la proportion la plus faible enregistrée en trois décennies. Il faut faire davantage pour prévenir les déplacements forcés et s'attaquer à leurs causes premières. Comme l'a souligné le Haut-Commissaire, les problèmes ne seront pas réglés par la seule communauté humanitaire. Les responsables politiques et les acteurs du développement ont un rôle crucial à jouer. La crise migratoire actuelle est un défi auquel font face les pays de transit et de destination. Une action commune est requise.

73. Les organisations humanitaires font l'objet de pressions énormes. Pourtant, la prestation de l'aide devient de plus en plus complexe. Il convient de réaffirmer les principes humanitaires de base et de souligner combien il est important de respecter le droit international humanitaire et le droit international des réfugiés.

74. Ces dernières années, le nombre de mineurs non accompagnés qui demandent l'asile a augmenté de façon spectaculaire, puisque près de 4 % des demandeurs d'asile dénombrés dans l'Union européenne en 2014 étaient des enfants. En 2015, cette proportion semble être similaire.

75. Les contributions financières au HCR ont atteint un niveau jamais enregistré : en 2014, leur montant total a été de 3,3 milliards de dollars. Le nombre des donateurs est également en augmentation. En 2014, l'Union européenne et ses États membres ont alloué plus de 1,017 milliard de dollars au HCR, soit 30 % de ses recettes totales. Toutefois, des besoins substantiels restent à satisfaire.

76. L'immense majorité des personnes déplacées de force le sont depuis longtemps et ont des besoins spécifiques, comme l'accès à l'éducation, aux soins de santé, au marché du travail et à l'infrastructure. Leur potentiel humain doit être stimulé afin qu'elles parviennent à redevenir autonomes et à trouver des moyens de subsistance pérennes. Les individus

productifs devraient se voir offrir davantage de possibilités de contribuer au développement des pays d'accueil, et les compétences des acteurs du développement devraient être mobilisées à cette fin.

77. En 2014, l'Union européenne a lancé son premier Programme régional de développement et de protection, au Moyen-Orient. Des mesures ont été prises pour améliorer la protection dans les pays d'accueil et renforcer les capacités locales et nationales de ceux qui travaillent aux côtés des réfugiés, mais aussi pour apporter un appui aux communautés d'accueil. Des programmes similaires ont récemment été mis en place pour l'Afrique du Nord et la Corne de l'Afrique. Le Fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique, récemment inauguré avec un budget initial de plus de 18 milliards de dollars, compte parmi ses principaux objectifs l'appui à la création d'emplois et à l'accès aux services sociaux, notamment pour les populations déplacées de force. Un fonds fiduciaire similaire a été constitué pour la République arabe syrienne, qui a pour but de financer les mesures prises pour faire face à des déplacements d'une durée de plus en plus longue en raison de la crise qui sévit dans ce pays.

78. Une réflexion stratégique est en cours sur les possibilités offertes de renforcer les liens entre l'aide humanitaire et l'aide au développement dans les situations de déplacement prolongé.

79. Il est également important de lutter contre le racisme et la xénophobie en sensibilisant les citoyens des pays accueillant des demandeurs d'asile aux valeurs humaines fondamentales qui président à la protection de ceux qui fuient les conflits et les persécutions.

80. **M. Yaremenko** (Ukraine), prenant la parole au nom de l'Organisation pour la démocratie et le développement économique-GUAM, constate que tant que les causes profondes de la crise des migrations ne seront pas réglées de façon effective, les civils continueront de payer un lourd tribut et les réfugiés d'arriver. La communauté internationale doit donc redoubler d'efforts pour faciliter le règlement des conflits, en particulier ceux qui ont pour objet le respect de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières reconnues par la communauté internationale; aider les pays à restaurer leur



souveraineté sur leur propre territoire; offrir des solutions viables aux populations touchées.

81. La plupart des États membres du groupe GUAM continuent de faire face à des déplacements à grande échelle et à la nécessité de répondre aux besoins immédiats et à long terme des populations déplacées. L'appui politique et financier fourni à ces pays à ce titre est bienvenu. Mais la communauté internationale doit s'engager davantage en aidant à la recherche de solutions viables pour des millions de réfugiés et de personnes déplacées sur le territoire des pays membres du GUAM.

82. Les gouvernements de ces pays demeurent déterminés à protéger les populations déplacées et ont pris des mesures importantes pour renforcer les mécanismes institués à cette fin au niveau national. L'accent est mis sur l'amélioration des moyens de subsistance des populations déplacées – accès aux soins de santé, à l'éducation, aux installations d'hébergement et à des possibilités d'emploi plus nombreuses. Compte tenu de l'ampleur et du caractère prolongé des déplacements de population dans la zone du GUAM, il est indispensable que les initiatives prises par les gouvernements des pays membres soient appuyées par une aide humanitaire et une aide au développement mieux ciblées.

83. Les répercussions des conflits en termes de logements, d'accès à la terre et de biens fonciers, ainsi que le principe de non-discrimination vis-à-vis des personnes déplacées et des réfugiés accueillis dans d'autres pays que le leur – ce qui implique des changements démographiques forcés – exigent de la communauté internationale qu'elle adopte une approche plus systématique afin de mettre fin aux pratiques et politiques illégales et d'assurer le retour, dans la sécurité et la dignité, des personnes déplacées chez elles. Les États membres du GUAM coopèrent avec diverses organisations internationales, et en particulier avec le HCR, qui est instamment prié de continuer à se concentrer sur les populations déplacées dans la zone du GUAM.

84. **M. Giacomelli da Silva** (Brésil) dit que son pays s'acquitte de ses responsabilités face à la crise des réfugiés et des déplacements forcés. Le Brésil a récemment accueilli des Syriens et des Haïtiens, tout comme, il y a plus d'un siècle, il avait ouvert ses portes à des millions d'Européens, d'Arabes, d'Asiatiques et de Juifs. Une collaboration accrue entre

le Gouvernement brésilien et le HCR a donné lieu à la signature d'un accord de coopération visant à rendre les procédures du Comité national brésilien pour les réfugiés plus efficaces. Récemment, le Brésil et le HCR ont également signé un accord visant à renforcer et à officialiser cette coopération dans le cadre d'un programme spécial de visas qui seront accordés par le Gouvernement aux personnes touchées par le conflit syrien. Depuis 2013, les consulats brésiliens au Moyen-Orient délivrent ainsi – au moyen de procédures simplifiées – des visas spéciaux aux personnes touchées par le conflit syrien, ce qui leur permet de se rendre au Brésil, où elles peuvent alors présenter une demande d'asile. La majorité des réfugiés présents au Brésil sont originaires de Syrie. Aux termes de l'accord en question, l'octroi de visas spéciaux est plus efficace et plus sûr; l'accord inclut en outre des mesures qui accélèrent la réunion des familles.

85. Le HCR a ouvert un deuxième bureau à Sao Paulo, qui constitue le pôle d'entrée principal pour les réfugiés qui arrivent dans le pays. En partenariat avec les autorités de l'État, les autorités fédérales et les organisations de la société civile, les acteurs étatiques et le HCR font face aux problèmes posés par l'intégration au niveau local et vont de l'avant en ce qui concerne les options offertes en matière de subsistance dans les zones urbaines, les programmes de réinstallation fondés sur la solidarité et la prestation d'une protection physique juridique, en particulier aux individus vulnérables. Les réfugiés arrivés au Brésil sans ressources financières peuvent participer au programme de transferts en espèces Bolsa Familia.

86. D'autres pays d'Amérique latine prennent des mesures similaires. En décembre 2014, le Brésil a accueilli une réunion ministérielle organisée à l'occasion de la célébration du trentième anniversaire de la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés. Lors de cette réunion, un plan d'action a été adopté pour renforcer la protection des réfugiés et harmoniser les politiques appliquées en Amérique latine.

87. Le Brésil vient de coparrainer une rencontre organisée par le HCR afin de célébrer le premier anniversaire du lancement de la campagne mondiale visant à éliminer l'apatridie. Lorsqu'un individu se voit refuser une nationalité, on le prive de l'exercice de ses droits fondamentaux. Or on dénombre quelque 10 millions d'apatrides dans le monde. Le Congrès brésilien examinera bientôt un projet de loi sur la

protection des personnes apatrides, en vertu duquel le droit de résidence devrait être octroyé aux individus reconnus comme apatrides par le Comité national pour les réfugiés, à condition qu'ils aient résidé pendant au moins quatre ans dans le pays. Le Plan régional de gestion de la situation des réfugiés et de renforcement de la résilience, qui vise à accroître la résilience à long terme des communautés d'accueil et des réfugiés eux-mêmes, contribue à la fois à la protection des réfugiés et à l'application de solutions durables.

88. Le Brésil est également favorable aux mesures visant à développer l'autosuffisance, les moyens de subsistance et les mécanismes favorisant la résilience des réfugiés grâce aux transferts en espèces, aux achats locaux et aux filets de sécurité sociale, de manière à atténuer le décalage entre l'action axée sur l'aide et celle qui est menée en faveur du développement. À cet égard, le Brésil se félicite que le HCR ait de plus en plus souvent recours aux interventions faisant appel à des transferts monétaires dans le cadre de la crise syrienne, ainsi que dans quelque 60 autres opérations de par le monde. Le Brésil accueille avec satisfaction les approches innovantes adoptées par le HCR pour informer les réfugiés des possibilités d'emploi, ainsi que sa collaboration à la mise en œuvre d'initiatives visant à développer les compétences des réfugiés ou de stratégies axées sur les moyens de subsistance viables en milieu rural afin d'améliorer l'accès à l'alimentation et à des revenus, l'accent étant mis sur les opérations axées sur l'achat de produits alimentaires localement. De telles interventions constituent un moyen de prêter assistance aux réfugiés tout en contribuant au développement économique local et à la préservation de la dignité des réfugiés, et favorisent l'acceptation de leur présence par les pays d'accueil ainsi que l'exercice du droit au développement.

89. Le Brésil se réjouit que des athlètes réfugiés de haut niveau puissent concourir dans le cadre des Jeux olympiques de 2016 qui auront lieu à Rio de Janeiro, comme annoncé par le Comité international olympique.

90. L'indignation profonde que suscitent les images d'êtres humains, y compris des enfants, qui ont péri en tentant de fuir des situations de conflit doivent se traduire par des actes de solidarité sans équivoque.

91. **M. Plasai** (Thaïlande) dit que son pays, qui est membre du Comité exécutif du HCR, a vu affluer les migrants ces dernières années, ce qui entraîne des

crises humanitaires. Ainsi, plus tôt en 2015, 3 000 migrants ont été abandonnés en mer par des passeurs à la suite de l'adoption par son gouvernement d'une politique systématique de lutte contre les réseaux criminels dont ceux-ci faisaient partie. La Thaïlande a déployé plusieurs navires, qui servent de plates-formes flottantes sûres, prodiguent les premiers secours et fournissent une assistance médicale et une aide humanitaire.

92. En mai 2015, la Thaïlande a organisé une réunion spéciale consacrée à la migration irrégulière dans l'océan Indien, afin qu'il y soit débattu de modalités systématiques et intégrées pour régler le problème. Diverses parties prenantes étaient présentes, notamment des représentants de haut niveau de gouvernements et d'organisations internationales, qui ont élaboré des propositions visant à venir en aide aux personnes en détresse et à endiguer la traite et le trafic d'êtres humains. La Thaïlande est extrêmement préoccupée par l'éventualité d'une reprise des migrations irrégulières dans l'océan Indien après la période de la mousson. Les organismes gouvernementaux réfléchissent sérieusement à des moyens de régler le problème de façon globale et durable, tant à l'échelon national qu'au niveau régional.

93. Le trafic et la traite d'êtres humains et la migration irrégulière sont des problèmes étroitement liés. La Thaïlande a fait une priorité nationale de la lutte contre la traite des êtres humains. La législation existante a été modifiée pour rendre les peines infligées plus sévères, et elle inclut de nouvelles dispositions administratives permettant de suspendre le fonctionnement des entreprises soupçonnées de faire appel à des victimes de ce fléau, mais aussi de mener des enquêtes plus approfondies et d'accroître la protection offerte aux lanceurs d'alerte contre les représailles juridiques éventuelles dont ils pourraient faire l'objet. La nouvelle législation prévoit également de mieux indemniser les victimes en autorisant l'utilisation des sommes correspondant aux profits tirés de ce crime. De nouvelles règles ont été promulguées afin d'empêcher la participation de fonctionnaires à la traite des êtres humains et d'établir des mécanismes de dépôt de plainte et de suivi.

94. Toute solution durable doit s'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière tout en préservant la sécurité, le développement économique et social, le respect des droits de l'homme, l'exercice des droits

fondamentaux et l'accès aux services de base dans les pays qui accueillent des migrants.

95. La Thaïlande souhaite souligner le lien qui existe entre migration et développement, et fait observer que l'accomplissement simultané d'objectifs tels que l'élimination de la pauvreté et de la faim et l'amélioration de la sécurité dans certaines communautés pourrait contribuer à régler durablement la question de la migration irrégulière. La Thaïlande fournit une aide humanitaire et une aide au développement à certaines communautés exposées afin que leur population n'éprouve pas la nécessité d'aller chercher ailleurs un avenir meilleur.

96. Les lacunes de la législation nationale ont été en partie comblées et les procédures administratives améliorées, ce qui a conduit à une nette augmentation du nombre des personnes anciennement apatrides qui se sont vu octroyer la nationalité thaïlandaise. Il est aujourd'hui admis que l'enregistrement des naissances est important en ce qu'il garantit le droit à la nationalité. En 2014, 3 506 certificats de naissance ont été remis à des personnes déplacées en Thaïlande; des certificats ont été délivrés pour 48 393 enfants nés de parents non thaïlandais et 7 630 enfants de travailleurs migrants.

97. **M<sup>me</sup> Holmes** (États-Unis d'Amérique) fait savoir qu'en 2015, son pays a alloué 1,3 milliard de dollars au HCR pour l'aider à mener son action dans le monde entier. On dénombre actuellement quatre États d'urgence humanitaire à l'échelle du système, des millions de réfugiés au Moyen-Orient et ailleurs, on constate que les vagues de migrants arrivent en Europe et que le nombre de décès survenus en mer augmente, aussi les besoins suscités par les déplacements n'ont-ils jamais été aussi impérieux qu'aujourd'hui. Aucun gouvernement ni aucun organisme ne pourra relever seul ces défis. Le fondement opérationnel de l'action du HCR doit être le suivant : il lui faut entretenir et valoriser ses partenariats de longue date tout en en forgeant de nouveaux. Les États-Unis se félicitent que le HCR ait adopté des approches plus décisives en mettant l'accent sur des stratégies globales et sur le travail avec ses partenaires afin d'améliorer la résilience et l'autonomie des réfugiés, ainsi que les perspectives de solutions durables qui s'offrent à eux. La coordination et la communication entre partenaires sont les clés du succès des opérations humanitaires. Du fait que les besoins continuent de l'emporter sur les ressources disponibles pour y répondre, il sera

important que le HCR fasse savoir ce qu'il ne sera pas en mesure d'accomplir en raison de l'insuffisance de ses ressources financières. Il devrait renforcer sa capacité organisationnelle en appliquant une politique en matière de ressources humaines qui encourage un apport efficace de chacun dans les situations d'urgence. Il faut également saluer l'importance accrue qu'il accorde désormais à l'appui aux programmes, à la hauteur du coût considérable des opérations de terrain, tout comme son évolution depuis une planification dictée par les ressources vers une planification fondée sur la performance et les résultats. Il doit poursuivre sur cette voie, en rendant objectifs, normes et indicateurs plus mesurables et moins subjectifs, en améliorant le suivi des indicateurs et la communication des données y relatives et en tenant compte dans la programmation future des recommandations et conclusions issues des évaluations. Il est tout aussi important de faire en sorte que les personnes suscitant des préoccupations fassent l'objet de toute l'attention voulue, au premier chef. Le HCR et ses partenaires devraient continuer à renforcer leurs cadres de responsabilisation respectifs afin que l'ensemble des parties prenantes rendent des comptes, y compris les bénéficiaires.

98. **M. Moussa** (Égypte) dit qu'à un moment où l'ampleur et la portée des déplacements atteignent des niveaux sans précédent, la réponse de la communauté internationale est loin de répondre aux attentes. Les événements qui se déroulent en Afrique et au Moyen-Orient suscitent des préoccupations quant au traitement des réfugiés, devenus victimes de xénophobie, de discrimination et d'exploitation. La protection des réfugiés est un impératif, conformément aux obligations énoncées dans le droit international des réfugiés, des droits de l'homme et humanitaire. L'Égypte s'inquiète de voir rétrécir l'espace consacré à l'asile, en particulier dans certains pays développés, et appelle tous les États à respecter les principes du régime international applicable aux réfugiés et à respecter le principe de la coopération internationale au titre du partage de la charge et des responsabilités associées à la protection des réfugiés, dans l'attente de leur rapatriement librement consenti dans leur pays d'origine ou de leur réinstallation dans des pays tiers.

99. Le Programme 2030 constitue un socle solide pour garantir la complémentarité entre l'action menée en faveur du développement et l'aide humanitaire, notamment lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins

des réfugiés et d'autres personnes déplacées. Il faut prêter assistance aux pays d'accueil afin qu'ils puissent continuer à offrir une protection à des millions de réfugiés au nom de la communauté internationale, et leur apporter un appui matériel, financier et politique plus conséquent. Les pays qui sortent d'un conflit ont également besoin d'un soutien plus fort, afin d'être en mesure de reconstituer leurs capacités institutionnelles et d'accroître les moyens dont ils disposent pour assurer des services de base à l'ensemble de leurs citoyens, en particulier aux femmes et aux enfants. Le nombre considérable de réfugiés qui se rendent dans les pays voisins du leur constituent pour ceux-ci un fardeau extrêmement lourd sur les plans financier et social et en matière de sécurité; pourtant, en dépit des problèmes qu'ils ont rencontrés ces dernières années, ces pays continuent de s'acquitter de ces responsabilités. À l'heure actuelle, l'Égypte accueille quelque 400 000 Syriens, dont 108 000 réfugiés enregistrés. Tous les Syriens, qu'ils soient ou non enregistrés, peuvent recevoir des services de la part des institutions publiques au même titre que les Égyptiens, en particulier des services éducatifs et médicaux. Depuis le début de l'année, 39 000 élèves syriens ont été inscrits dans des établissements scolaires égyptiens, qui sont venus s'ajouter à 14 000 étudiants inscrits à l'université. On dénombre aussi en Égypte près de deux millions de citoyens soudanais et palestiniens. Le Gouvernement ne ménage aucun effort pour fournir les soins et l'assistance voulus à ces personnes à l'intérieur des frontières nationales. Il est nécessaire d'insuffler une nouvelle dynamique à l'initiative lancée en complément de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 afin que les charges et les responsabilités soient assumées dans le cadre d'un partenariat plus équitable.

100. **M. Qassem Agha** (République arabe syrienne) dit que la crise des réfugiés n'est qu'un aspect de la situation douloureuse qui est celle du peuple syrien et des efforts déployés pour exploiter leur souffrance. De fait, les gouvernements qui jettent de l'huile sur le feu de la crise et font couler le sang syrien sont les mêmes qui ont fait tout leur possible pour aggraver le peuple syrien et qui continuent de le faire. Dès le départ, ces gouvernements, dont certains sont arabes ou situés dans la région et d'autres se trouvent dans des zones géographiques plus éloignées, visent à militariser, internationaliser et exploiter la crise afin de faire triompher leur cause au Conseil de sécurité. Parallèlement, ces mêmes gouvernements soumettent

la communauté internationale à un chantage en prenant pour prétexte la situation humanitaire en Syrie, afin d'utiliser le terrorisme en tant qu'arme politique dans le but de détruire l'État syrien et d'en faire un État failli ou le chaos pourrait alors être entretenu, ce qui leur servirait d'arme pour anéantir les espoirs du peuple syrien.

101. Certains rapports publiés par des gouvernements européens indiquent que 20 % de l'ensemble des réfugiés qui gagnent l'Europe sont syriens. D'une part, certains États versent des larmes de crocodile au spectacle de ces réfugiés, de l'autre, ils pointent leurs armes automatiques dans leur direction, sachant que ces mêmes États apportent un appui aux terroristes depuis le début de la crise. Certains ont mobilisé leur marine, préparé leurs armées et commencé à ériger des murs le long de leurs frontières afin d'empêcher l'entrée sur leur territoire de ces êtres humains désespérés qui ont été contraints de partir de chez eux par des légions de terroristes takfiristes. D'autres ont accueilli les réfugiés avec force matraquages et autres brutalités perpétrées par les forces de police. De plus, les rapports des Nations Unies indiquent que, dans certains camps, des réfugiés subissent des traitements dégradants.

102. Il est important de se demander ce qui peut être fait pour empêcher que davantage de Syriens partent de chez eux et de quelle manière faciliter le retour de ceux qui sont déjà partis. La réponse est évidente pour tous. Il faut mettre fin au terrorisme qui prend pour cible le peuple syrien. Ce terrorisme est facilité et financé par les gouvernements d'États dont tout le monde connaît le nom. Il a contraint de nombreux citoyens syriens à abandonner leur maison, leur village ou leur ville, fuyant les crimes brutaux perpétrés par les groupes terroristes. Les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité doivent être appliquées et les mesures coercitives imposées unilatéralement par certains gouvernements doivent être abrogées.

103. **M<sup>me</sup> Khvan** (Fédération de Russie) dit que l'espoir de voir diminuer le nombre des réfugiés et des personnes déplacées est infime. Il est donc important de préserver les mécanismes de protection internationaux tels que la Convention relative au statut des réfugiés (1951) et le Protocole qui y est associé (1967) et d'empêcher qu'ils se délitent face aux crises migratoires régionales qui frappent un certain nombre de pays.

104. Dans le domaine humanitaire, l'aide aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux personnes apatrides constitue une priorité et l'action menée au côté du HCR, organe international clé pour la protection de ces catégories d'individus, revêt une grande importance. Les travaux du Haut-Commissariat, en particulier dans les situations de crise militaire qui touchent divers pays et régions, sont efficaces et le Haut-Commissaire a notablement contribué à renforcer la position et la stature du HCR depuis 10 ans qu'il exerce son mandat. Il faut continuer d'agir avec le HCR, dans le cadre de son mandat actuel et sur la base des principes de neutralité, d'humanité, d'indépendance et d'impartialité. Le Comité exécutif doit jouer un rôle crucial en matière de protection internationale.

105. Le HCR ne ménage pas ses efforts face à la crise syrienne, pour mettre en œuvre un plan d'assistance régionale à l'intention des réfugiés syriens et venir en aide aux déplacés sur le territoire syrien. La Fédération de Russie réaffirme sa position, à savoir que le seul moyen de parvenir à une amélioration radicale de la situation des réfugiés syriens et des déplacés passe par un règlement politique. La communauté internationale est tenue de tout faire pour favoriser un dialogue constructif entre les parties syriennes. Faute d'un tel dialogue, les efforts humanitaires seront vains et ne feront qu'épuiser les ressources en provenance des donateurs, qui sont nécessaires pour réagir face à de possibles crises humanitaires dans d'autres parties du monde.

106. La Fédération de Russie appelle en particulier l'attention sur la situation des déplacés en Syrie et se félicite de l'action que mène le HCR auprès de cette catégorie de citoyens syriens. En 2014-2015, la Fédération a alloué 1 million de dollars, dans le cadre de sa contribution volontaire annuelle aux programmes du HCR, aux déplacés syriens; les programmes en question doivent être mis en œuvre conjointement avec le Gouvernement syrien et la Société nationale du Croissant-Rouge. En 2013, le Gouvernement russe a apporté une assistance financière d'un montant d'environ 6,5 millions de dollars au Gouvernement libanais et d'un montant de quelque 3,5 millions de dollars à la Jordanie, pour aider ces deux pays à faire face aux besoins des réfugiés syriens.

107. La situation humanitaire en Ukraine demeure extrêmement préoccupante, elle engendre des mouvements de population massifs hors du pays. La plupart de ceux qui fuient le sud-est de l'Ukraine se

rendent en Fédération de Russie : depuis avril 2014, ce sont plus de 1,1 million d'Ukrainiens qui ont ainsi émigré. Environ un million d'entre eux ont sollicité du Service de migration fédéral la détermination de leur statut. Au 29 octobre 2015, quelque 406 000 citoyens d'Ukraine avaient demandé le statut de réfugié ou l'asile temporaire. La majorité d'entre eux ne se précipitent pas pour regagner leur patrie. Seuls le retour de la stabilité dans le sud-est de l'Ukraine et un règlement pacifique reposant sur les accords de Minsk rendront possible le retour des réfugiés chez eux.

108. La Fédération de Russie dispose de toutes les ressources nécessaires pour recevoir des citoyens ukrainiens qui fuient le conflit. Le Gouvernement apprécie les mesures prises par le HCR pour appeler l'attention de la communauté internationale sur le problème des réfugiés ukrainiens, ainsi que son approche mesurée, non politisée, de la situation en Ukraine. Le Haut-Commissariat doit continuer à fournir des informations objectives sur les conséquences humanitaires de la crise, qui a conduit à des flux migratoires à grande échelle vers la Fédération de Russie et d'autres pays, mais aussi promouvoir la réintégration des réfugiés de retour dans leur pays d'origine et des déplacés dans la partie sud-est du pays.

109. L'élimination de l'apatridie en Lettonie et en Estonie devrait demeurer une priorité du HCR. En tant que pays donateur, la Fédération de Russie consacre régulièrement une partie de ses contributions volontaires aux programmes pertinents.

110. Le HCR doit continuer à élargir sa base de donateurs, notamment en intensifiant l'action qu'il mène auprès de donateurs privés potentiels. Le principe des donations volontaires ne doit pas être remis en question.

111. **M<sup>me</sup> Halter** (Suisse) dit qu'une vision commune et des efforts conjoints, tant au niveau bilatéral qu'au plan multilatéral, seront requis pour faire face aux défis humanitaires en évolution constante qui se posent dans diverses régions. Toutes les décisions prises doivent reposer sur le désir de protéger les personnes déplacées en raison de telles crises et de faire respecter leur dignité et leurs droits. Guidée par les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance, la communauté internationale doit élaborer un système de protection des réfugiés qui soit respectueux de la diversité et des spécificités des peuples du monde entier. À cet égard, les conclusions du Comité exécutif du Programme du Haut-



Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pourraient être mises à profit pour unifier les divers principes, règles et traditions qui guident l'approche utilisée pour faire face aux besoins des personnes déplacées.

112. Compte tenu du caractère urgent des problèmes mentionnés par le Haut-Commissaire, il est important de réaffirmer le principe de partage des responsabilités et des charges et de prendre acte des efforts significatifs déployés par les gouvernements et les populations des pays qui accueillent des réfugiés. Il faut également garder à l'esprit que l'action humanitaire ne pourra jamais se substituer au respect par les États de leur obligation de protéger leur population et de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour parvenir à des règlements politiques durables. Ils doivent respecter scrupuleusement l'état de droit, le droit international humanitaire et le droit international des réfugiés, ainsi que les droits de l'homme, et en particulier l'obligation faite aux parties à un conflit de protéger la population civile.

113. Le financement actuel de l'aide humanitaire est insuffisant pour répondre aux besoins immédiats et croissants de la population civile touchée par le désastre humanitaire en République arabe syrienne. La Suisse a accru de 70 millions de dollars le budget qu'elle consacre à cette aide. Les besoins financiers du système humanitaire ne cessent d'augmenter, ce qui est une indication claire de l'absence persistante de volonté politique de s'attaquer aux causes profondes des crises et des conflits. Le Gouvernement suisse a fait une priorité de la recherche d'un règlement durable du conflit syrien; il continue à appuyer les processus de paix engagés par les Nations Unies et se tient prêt à accueillir de nouvelles négociations.

114. En octobre 2015, 110 États avaient adopté le programme de protection des personnes contraintes de fuir à l'étranger en raison de catastrophes naturelles et du changement climatique (Agenda pour la protection) lors de la consultation mondiale qui a donné naissance à l'initiative de Nansen. La Suisse est résolue à faire en sorte que les résultats positifs issus de cette initiative soient incorporés dans les processus multilatéraux pertinents, comme la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Sommet mondial sur l'action humanitaire.

115. **M. Kang** (République de Corée) dit qu'on ne saurait exagérer l'importance de l'action qui doit être

menée pour remédier aux causes profondes de la crise humanitaire actuelle. La communauté internationale doit s'employer davantage à prévenir et régler les conflits et les déplacements. Elle doit aussi promouvoir un développement durable, qui ne laisse personne sur le bord du chemin et profite d'abord aux plus défavorisés. Une première étape décisive vers la mise en œuvre fructueuse du Programme de développement durable à l'horizon 2030 consistera donc à venir en aide aux personnes déplacées de force.

116. Il est nécessaire d'instituer un cadre de partenariat plus ouvert entre les agents humanitaires et les acteurs du développement afin qu'ils soient mieux armés pour faire face aux crises nouvelles. À cet égard, la délégation coréenne invite le HCR à jouer un rôle constructif lors des préparatifs du Sommet mondial sur l'action humanitaire, puis dans le cadre de la suite qui y sera donnée. Le HCR, dont les accomplissements sont notables en dépit du fait qu'il agit dans des conditions de plus en plus difficiles, devrait aussi continuer à ne ménager aucun effort pour garantir le respect universel du principe du non-refoulement.

117. **M. Canay** (Turquie) dit que le nombre de réfugiés et de personnes déplacées de longue date va probablement encore augmenter, étant donné que des conflits se poursuivent dans diverses parties du monde. La prestation d'une assistance à ceux qui sont dans le besoin doit être considérée comme un investissement à long terme dans la paix et la sécurité collective. Le phénomène des déplacements constitue un triple défi – au plan politique, ainsi qu'en matière de développement et d'intégration – et, en conséquence, la communauté humanitaire ne pourra à elle seule le relever; il est nécessaire d'adopter une approche globale axée sur le long terme, impliquant une coopération entre responsables politiques et acteurs du développement. En outre, la crise des réfugiés ne pourra être réglée que grâce à une action menée conjointement sur la base d'un partage des responsabilités, car elle touche les pays d'origine, de transit et de destination.

118. Un élément important de la solution consistera à fournir des moyens de subsistance viables aux déplacés. L'aide humanitaire et l'aide au développement doivent également être plus localisées et mieux axées sur les bénéficiaires, de sorte qu'il soit mieux tenu compte des spécificités culturelles des déplacés et que leur dignité soit respectée. Le Sommet mondial sur l'action humanitaire qui se tiendra en

Turquie en mai 2016 devrait être l'occasion de sauver des vies en améliorant les réponses apportées à la crise humanitaire.

119. La Turquie reçoit actuellement le plus grand nombre de réfugiés relevant du mandat du HCR. Certes, son gouvernement poursuivra sa politique de la porte ouverte vis-à-vis de ceux qui fuient la violence, mais il est important de souligner que l'ampleur des déplacements est bien supérieure à la capacité de quelque pays que ce soit d'absorber les nouveaux arrivants. La Turquie a déjà engagé des dépenses dont le montant atteint près de 8 milliards de dollars en conséquence de la crise, mais elle n'a reçu de la part de la communauté internationale que 417 millions de dollars. Le Gouvernement turc fournit des produits alimentaires et non alimentaires, des soins de santé, des services éducatifs, une aide psychosociale et une formation professionnelle aux 260 000 réfugiés syriens qui vivent dans 25 centres de protection temporaires. Quant aux Syriens qui vivent à l'extérieur de tels centres, et dont le nombre atteint près de 1,9 million d'individus, ils bénéficient aussi de mesures de protection temporaires. En outre, la garde côtière turque a procédé au sauvetage en mer de 55 000 réfugiés depuis le début de l'année, ce qui représente un coût mensuel de 5 millions d'euros. Le pays a besoin d'établissements scolaires, de salles de classe et d'enseignants en plus grand nombre, car plus des deux tiers des enfants syriens en âge d'être scolarisés présents dans le pays (soit près de 600 000) sont actuellement privés d'éducation. La Turquie renouvelle donc son appel au partage des charges et des responsabilités et, à ce titre, elle attend avec intérêt le débat de l'Assemblée générale qui sera consacré à la sensibilisation de la communauté internationale à la tragédie que vivent les migrants en situation irrégulière dans le bassin méditerranéen, l'accent devant être mis spécifiquement sur les demandeurs d'asile syriens.

120. **M. Hassani Nejad Pirkouhi** (République islamique d'Iran) dit que les causes de l'augmentation massive du nombre des réfugiés et des déplacés sont l'instabilité et l'insécurité qui résultent des conflits, de l'occupation étrangère et du terrorisme, ainsi que du sous-développement et de la destruction de l'infrastructure. Son pays doit faire face aux incidences économiques, sociales et en matière de sécurité du fait qu'il accueille une population de réfugiés importante depuis plus de trois décennies. Le Gouvernement fournit les meilleurs soins possibles à ces réfugiés, en dépit de l'insuffisance de l'assistance qu'il reçoit de la

part de la communauté internationale. En 2015, plus de 400 000 enfants réfugiés ont été inscrits dans des établissements scolaires iraniens et plus de 40 000 jeunes réfugiés étudient dans des universités iraniennes. Tous les réfugiés bénéficient d'une assurance maladie et reçoivent des soins de santé, et ceux qui souffrent de maladies chroniques reçoivent des soins appropriés.

121. Le rapatriement volontaire en toute sécurité et dans la dignité est la meilleure solution au problème des réfugiés; c'est aussi la plus durable. Son gouvernement considère donc comme une priorité d'aider le Gouvernement afghan à instaurer la paix, la stabilité et la prospérité économique. L'orateur prie instamment la communauté internationale de mettre en place les conditions voulues pour le rapatriement volontaire des réfugiés afghans. En particulier, les pays donateurs doivent mesurer combien il est important de favoriser le bien-être du peuple afghan et de lui offrir des moyens de subsistance : le niveau actuel de l'aide financière fournie aux réfugiés retournant dans leur pays n'est guère incitatif et ne favorisera pas la réintégration à long terme de ceux – peu nombreux – qui optent pour le rapatriement volontaire.

122. La réinstallation dans des pays tiers est une manifestation de la participation de la communauté internationale au règlement du problème des réfugiés, mais seules quelque 1 000 personnes, sur les quelque 1 million qui vivent en République islamique d'Iran, ont été réinstallées en 2014. Les modalités de la sélection des réfugiés destinés à être réinstallés doivent permettre d'offrir une meilleure protection aux plus vulnérables d'entre eux, en particulier les réfugiés qui ont des besoins médicaux spéciaux. Le Gouvernement iranien appelle de ses vœux la mise en place d'un quota annuel pour la réinstallation des réfugiés résidant en République islamique d'Iran.

123. En dépit des problèmes auxquels il se heurte lui-même pour parvenir au développement, le pays a endossé la plupart de ce qui devrait être une responsabilité partagée et une entreprise commune. La communauté internationale doit faire preuve de compassion et de détermination et apporter son appui en accueillant les personnes déplacées et en leur fournissant le soutien nécessaire. Elle doit également veiller à ce que les crises politiques soient réglées de façon pacifique, car c'est le seul moyen de mettre fin au problème des réfugiés. En outre, les pays donateurs devraient prendre des mesures immédiates pour

promouvoir le rapatriement volontaire et la réinstallation.

124. **M. Mseke** (République-Unie de Tanzanie) dit que son gouvernement demeure résolu à s'acquitter de ses obligations internationales et qu'il a accepté plus de 110 800 réfugiés fuyant les persécutions en 2015. Toutefois, il est préoccupé de constater que l'insuffisance des fonds alloués par la communauté internationale à son pays pour lui permettre de gérer l'afflux des réfugiés met en péril les intérêts économiques et la sécurité de la République-Unie de Tanzanie. M. Mseke invite donc la communauté internationale à s'acquitter de sa responsabilité collective en ce qui concerne le problème des réfugiés en intensifiant son appui aux efforts déployés par la République-Unie.

125. En 2014, la Tanzanie a octroyé la naturalisation à plus de 200 000 anciens réfugiés burundais dans le cadre de l'action qu'elle mène pour parvenir à un règlement durable de la situation des réfugiés dans le pays. Toutefois, l'intégration socioéconomique de cette population exigera de la part du Gouvernement et de la communauté internationale des investissements conséquents dans l'infrastructure de certaines parties du pays. Il sera important de veiller à ce que les efforts de développement menés au plan local profitent tant aux Tanzaniens nouvellement naturalisés qu'à la population établie de longue date et à ce que tous les segments de la société participent à la planification du développement. Les acteurs du développement international devraient s'employer à jouer un rôle significatif à ce titre. M. Mseke prie instamment les États Membres de prendre note des efforts historiques consentis par son gouvernement pour intégrer les réfugiés, car les efforts en question sont jusqu'à maintenant passés largement inaperçus aux yeux de la communauté internationale et des membres de la Solutions Alliance, alors qu'ils ont pourtant jeté les bases de solutions durables à l'échelle mondiale.

126. Le Gouvernement tanzanien accueille avec satisfaction l'offre faite par les États-Unis d'accepter plus de 32 000 réfugiés de République démocratique du Congo vivant en Tanzanie et appelle les autres pays où la réinstallation de réfugiés est envisageable à accroître leur quota en la matière.

127. **M. Thein** (Myanmar) dit que son gouvernement est préoccupé par le nombre élevé de déplacés partout dans le monde. La situation extrêmement dangereuse à laquelle ont fait face les réfugiés de la mer immobilisés

en mer d'Andaman en mai 2015 met en relief les périls associés à la traite et au trafic des êtres humains dans la région. En cette occasion, le Gouvernement du Myanmar a porté secours et fourni un hébergement temporaire et une assistance à près de 1 000 personnes, indépendamment de leur race ou de leur religion. Sept cents de ces personnes ont déjà été rapatriées, avec la collaboration étroite du pays concerné. Pour lutter contre le problème de traite des êtres humains, il faut instaurer des systèmes qui permettent aux travailleurs de se déplacer légalement d'un pays à l'autre et la collaboration bilatérale et régionale sur cette question devrait être renforcée.

128. Il convient de noter que certains organismes et organes de presse publient des informations trompeuses fondées sur des spéculations et des données non vérifiées. De fait, les réfugiés de la mer recueillis en mai 2015 étaient des migrants économiques et la cause profonde de la crise n'est autre que la traite et le trafic des êtres humains auxquels se livrent les réseaux de la criminalité organisée. Le Gouvernement du Myanmar a pris des mesures préventives pour lutter contre ce problème, comme l'échange de renseignements avec les États voisins, l'adoption de mesures juridiques à l'encontre des trafiquants et la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation à grande échelle dans les zones les plus exposées. Depuis l'adoption de sa loi sur la traite des êtres humains en 2005, le Myanmar collabore avec ses partenaires et les pays voisins dans le cadre de mécanismes bilatéraux et régionaux et il a mis au point des plans d'action et des programmes de travail qui portent sur les politiques, la prévention, la protection, le retour et la réintégration, ainsi que les poursuites engagées contre les trafiquants. La loi de 2005 est en cours de révision, afin qu'il soit tenu compte des réalités actuelles et des problèmes nouveaux. Les plans du Gouvernement en ce qui concerne le développement social et économique contribueront également à endiguer ce phénomène. Le Gouvernement s'est engagé à coopérer de bonne foi avec les États de la région et la communauté internationale dans son ensemble au règlement des problèmes susmentionnés.

129. **M. Gumende** (Mozambique) dit qu'un être humain sur 122 est aujourd'hui soit un réfugié, soit un déplacé, soit un demandeur d'asile, mais que la réponse internationale est inadéquate. Par exemple, les appels d'urgence en faveur de l'Afrique lancés par le HCR n'ont permis de recueillir qu'à peine plus de

30 % des fonds nécessaires pour répondre aux besoins prévus.

130. L'une des conséquences les plus visibles des conflits dans le monde est l'augmentation spectaculaire du nombre des réfugiés qui entreprennent des voyages en mer risqués. Nombre des causes profondes du problème sont systémiques et ne pourront être traitées à l'aide d'approches ponctuelles et à court terme. De plus aucun pays ne peut espérer à lui seul apporter une réponse efficace aux problèmes créés par la mobilité humaine à l'heure de la mondialisation, ni exploiter toutes les possibilités qu'offre ce phénomène.

131. La première étape du règlement du problème des déplacés devrait être l'application d'une approche globale aux migrations, fondée sur une coopération internationale solide, en particulier au niveau régional. Les États doivent aussi redoubler d'efforts pour faciliter la mobilité de façon ordonnée, sans danger et responsable, comme énoncé dans le Programme 2030, afin de promouvoir le développement durable et de faire en sorte que personne ne soit laissé de côté. Le problème des réfugiés et du déplacement forcé ne devrait plus être considéré simplement comme un enjeu humanitaire; afin d'aider les pays en développement qui accueillent 80 % des réfugiés de la planète à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent pour progresser sur la voie du développement, les acteurs compétents doivent s'impliquer plus tôt dans le cycle de déplacement et les réfugiés doivent avoir les moyens de devenir des membres productifs de leur société d'accueil. Pour empêcher le trafic d'êtres humains, il sera également important que les États offrent davantage de possibilités de migration sûre et régulière aux personnes de tous niveaux de compétence, notamment aux fins de la réunion des familles et de l'accès à l'enseignement supérieur.

132. La communauté internationale doit s'attaquer aux causes premières des conflits, étant donné que les vagues secondaires de migration, comme celle des Syriens qui quittent leur pays d'accueil initial pour gagner l'Europe, sont souvent le résultat de la perte de tout espoir de regagner le pays d'origine, combinée à des conditions de vie de plus en plus difficiles dans les pays d'accueil. Les solutions politiques sont la clé du règlement de la plupart des crises de réfugiés et de déplacés. Le rôle pacificateur des Nations Unies doit donc être renforcé, conformément aux principes de règlement pacifique des différends internationaux et au principe de non-recours, dans le cadre des relations

internationales, à la menace ou à l'emploi de la force. Les Nations Unies ont contribué au rapatriement de très nombreux réfugiés mozambicains à la suite de la conclusion de l'accord de paix de 1992. En paix, le Mozambique ne ménage aucun effort pour s'acquitter de ses obligations en tant que pays d'accueil.

133. **M. Pantelejevs** (Lettonie), exerçant son droit de réponse, dit qu'il est regrettable que la Fédération de Russie, qui n'est partie ni à la Convention relative au statut des apatrides (1954) ni à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie (1961), ait lancé des accusations sans fondement contre son pays. La législation lettone a été mise en conformité avec ces Conventions et protège intégralement les droits des 176 apatrides qui vivent en Lettonie. Les anciens citoyens de l'Union soviétique qui vivent en Lettonie et ne possèdent aucune nationalité ne sont en aucun cas des personnes apatrides, car la protection que leur offre le Gouvernement letton va au-delà des exigences énoncées dans la Convention de 1954. La Lettonie appuie les efforts visant à mettre fin à l'apatridie partout dans le monde et prie instamment la communauté internationale de ne pas laisser la désinformation la détourner de la crise des déplacés.

134. **M<sup>me</sup> Tasuja** (Estonie), exerçant son droit de réponse, dit que son gouvernement accorde une grande importance à l'intégration sociale et à la promotion de la citoyenneté estonienne. Depuis de nombreuses années, il s'emploie à régler la question de la non-détermination de la citoyenneté, notamment en simplifiant la procédure de naturalisation pour les résidents en situation régulière. Le nombre de jeunes dont la nationalité n'est pas déterminée est très peu élevé. Il convient également de noter que l'Estonie est l'un des rares pays qui octroie à tous les résidents à long terme, indépendamment de leur situation au regard de la nationalité, le droit de voter aux élections locales.

135. **M. Lukiyantsev** (Fédération de Russie) répond que sa délégation demande simplement que la Lettonie et l'Estonie appliquent les recommandations formulées par les mécanismes internationaux constitués d'experts de la défense des droits de l'homme, qui portent spécifiquement sur l'élimination du statut révoltant de « non-citoyenneté ».

*La séance est levée à 17 h 55.*